

LA POLITIQUE VUE D'EN BAS.
LE MILITANTISME POPULAIRE DANS UNE PROVINCE
ARGENTINE : SANTIAGO DEL ESTERO

Gabriel Vommaro

Nous aborderons ici la présentation et l'analyse des formes que prend la participation politique des classes populaires dans une province de l'Argentine¹. Notre étude porte sur le quartier Ejército Argentino² de la ville de Santiago del Estero, dans la province du même nom, située dans le nord-ouest du pays. Cette province représente un cas de figure particulier du fonctionnement des organisations sociales et politiques au niveau territorial de l'Argentine des dernières années, notamment à partir de l'arrivée de Néstor Kirchner au pouvoir. Il s'agit de l'une des provinces les plus pauvres du pays. Les taux de chômage et de pauvreté sont élevés, même si, par rapport à d'autres provinces du Nord-Ouest et surtout du Nord-Est, les indicateurs sociaux de Santiago del Estero se trouvent plus proches de la moyenne nationale³. Comme pour beaucoup de provinces du pays, les finances publiques jouent un rôle central dans le fonctionnement de l'économie provinciale et dans l'accès au marché de l'emploi. En effet, l'État est l'un des principaux employeurs et le principal investisseur en infrastructures. La distribution des ressources est faite, dans une large mesure, selon des critères partisans, ainsi que celle des postes attribués dans les services publics (santé, éducation, sécurité). Il existe un grand nombre d'employés qui n'ont qu'un contrat à durée déterminée sujet aux oscillations des engagements politiques. Les allocations sociales provenant de l'État national sont également distribuées en partie par des instances de l'État provincial, mais aussi par des « espaces territoriaux de sociabilité politique » qui, depuis ces dernières années, à la suite des transformations politiques qu'a connues cette province, se sont multipliés en nombre et surtout en diversité de labels.

Afin d'analyser la relation des classes populaires avec les espaces territoriaux de sociabilité, nous avons travaillé sur les échanges, dans le quartier étudié, entre les organisations sociales, politiques, religieuses et les habitants du quartier. Nous soulignons, à cet égard, l'importance du territoire pour comprendre le degré d'engagement politique (la « politicalité ») des habitants de ces secteurs⁴, dans un contexte où le

processus de désalarisation (augmentation du chômage, du travail au noir et de la précarité de l'emploi) a fait de leur quartier un espace de sociabilité privilégié. En effet, c'est là que les familles cherchent des ressources pour leur survie et qu'elles participent à des mouvements sociaux, politiques et religieux ; c'est là qu'elles obtiennent des biens d'origine publique (des allocations, de la nourriture, des médicaments, etc.) dans des relations d'échange, qui sont l'objet de notre analyse. Dans la description de la vie organisationnelle du quartier, nous montrons l'importance et la pluralité des organisations, le rôle des politiques sociales dans la vie associative du quartier et l'importance des *referentes* (« référents »⁵) politiques, sociaux et religieux⁶.

LA POLITIQUE SANTIAGUENA DE JUÁREZ À KIRCHNER

Le rôle central des finances publiques dans le fonctionnement de l'économie et du marché de l'emploi provincial fait de la position du gouverneur le centre distributeur de biens à Santiago del Estero. Le dirigeant péroniste Carlos Juárez, qui a su exploiter cette caractéristique de l'État provincial – partagée par d'autres provinces du pays –, a été le leader hégémonique de son parti et du champ politique provincial pendant les années 1990⁷. En créant un système efficace de gestion des finances publiques dans un contexte de crise financière de l'État national et des États provinciaux⁸, Juárez a construit, depuis 1995, une position de « leader et de protecteur du peuple *santiagueno* » qui lui a valu d'être réélu à la tête de l'exécutif provincial en 1999. Il a aussi réussi à éliminer tous ses concurrents au sein du parti, même ceux qui avaient l'appui de leaders nationaux importants, comme le président de l'époque, Carlos Menem⁹. Dans ce processus, son épouse, Mercedes Aragonés de Juárez, a acquis un rôle d'importance en dirigeant la *Rama femenina* (« branche féminine ») du péronisme¹⁰, ensemble de réseaux territoriaux, législatifs et administratifs qui géraient la distribution des aides sociales dans la province. Elle est devenue ainsi un acteur majeur du maintien au pouvoir de Carlos Juárez.

Ancien *caudillo* de la province, Juárez ne fait ni partie d'une famille de notables ni de l'oligarchie propriétaire des terres de la région, comme c'est le cas d'autres *caudillos* du nord-ouest de l'Argentine. Son pouvoir est enraciné dans les réseaux du parti, dans sa capacité à s'en servir. Cinq fois gouverneur de Santiago del Estero¹¹, Carlos Juárez n'a pourtant pas été un leader incontesté. Même s'il a dominé le parti depuis 1995, derrière cette image monolithique il y a l'ensemble des réseaux locaux qui constituent la structure organisationnelle du péronisme et qui a continué à s'étendre dans les territoires. Les dirigeants intermédiaires – ou « médiateurs » – ont encadré les organisations de base soit dans les différentes branches du parti (branches syndicale, politique, branche de la jeunesse et

branche féminine), soit en articulant des réseaux locaux autour d'un dirigeant qui avait un accès direct au gouvernement (députés, ministres, secrétaires d'État provinciaux)¹². Ils ont permis la circulation de ressources publiques contrôlées par le parti tout en construisant leur position de médiation. Dans ce contexte, les comités de quartier, ou comités de base, ont trouvé les moyens d'entretenir des liens dans le territoire en utilisant les ressources publiques et en profitant du poids symbolique de Carlos Juárez comme « donneur » de biens et comme « garant » de la survie des classes populaires. Cette structure fonctionnait comme un espace ordonné sur la base du désordre, c'est-à-dire comme une pyramide qui s'appréhendait à partir de la figure du leader et cachant en son sein un ensemble de lignes et de courants superposés, voire contraposés, dont Carlos Juárez ne maîtrisait pas le fonctionnement¹³.

L'ordre budgétaire provincial, l'importance symbolique de Carlos Juárez comme « leader et protecteur » ainsi que la faiblesse politique des forces d'opposition, notamment en raison de la débâcle de l'*Alianza* et de son impact au niveau provincial¹⁴, ont permis au péronisme de Santiago del Estero de traverser la crise nationale de 2001 avec succès. Cette province a été la première à organiser des élections après les événements politiques de décembre 2001. En juillet 2002, suivant les directives de Carlos Juárez – qui à l'époque était « conseiller du pouvoir législatif », poste créé à cet effet après les élections législatives de 2001, lorsque Carlos Juárez a été élu sénateur national –, le péronisme a fait approuver une loi déclarant l'« émergence politique » dans la province. Cela lui a permis de disposer librement du calendrier électoral et de déclarer la fin des mandats des postes électifs, dont ceux des députés provinciaux et du gouverneur intérimaire, Carlos Díaz, élu après le départ de Carlos Juárez au Sénat national. La victoire du péronisme lors des élections provinciales de septembre 2002, où il obtient un score inédit dans l'histoire récente de la province (68,11 % face au 13,07 % des radicaux), semblait confirmer le succès de la stratégie juariste visant à soustraire la province à la crise politique nationale. Le juarisme a donc réussi, d'un seul coup, à maintenir son pouvoir au sein du péronisme et dans l'espace politique provincial. Mercedes Aragonés était élue vice-gouverneur, alors que le gouverneur intérimaire Carlos Díaz se voyait confirmé dans son poste.

Bien que Carlos Juárez ait pu conserver la mainmise politique au niveau provincial, les conflits à l'intérieur du péronisme seront bientôt au cœur de la crise puis de la transformation politique vécue par la province depuis la fin 2002. En effet, à cette époque, le gouverneur récemment élu a dû démissionner, suspecté de manque de loyauté envers Carlos Juárez¹⁵, laissant sa place à l'épouse du leader. Dans le même temps, la « retraite politique » de Carlos Juárez pour

raison de santé a intensifié la lutte pour sa succession au sein du parti cependant que la figure de Mercedes Aragonés est impropre à calmer les dissensions internes. Dans ce contexte, une nouvelle crise institutionnelle éclate après la découverte de deux assassinats dans la province, où des « médiateurs » juaristes sont impliqués. L'ampleur de la mobilisation populaire, qui demande l'élucidation des crimes, la pression des médias et des forces politiques provoquent l'« intervention nationale » dans le pouvoir exécutif provincial¹⁶, ce qui met fin à l'hégémonie personnelle de Carlos Juárez. La fin du règne juariste s'accompagne de l'éclatement de l'ordre politique au sein du péronisme : le sommet de la pyramide du parti disparu, les lignes et courants superposés perdaient leur centre organisateur.

Lors des élections organisées en février 2005 pour élire le nouveau gouverneur de la province, la complexité des réseaux péronistes se montre dans toute sa force. Les conflits autour de la nomination du candidat péroniste ont permis de voir comment se mettaient en jeu les capitaux politiques liés à l'organisation et à la tradition du parti. Chacun des participants aux élections internes a tissé des alliances au niveau local et territorial¹⁷. L'héritage du leader au sein du parti se joue ainsi dans l'articulation des différents réseaux. L'affaiblissement politique de Carlos Juárez et de son épouse correspond à l'émergence d'autres dirigeants provinciaux qui veulent se constituer aussi comme « références » des réseaux du parti. Le résultat des élections contredit la thèse de la suprématie naturelle du péronisme dans cette province ainsi que de l'invincibilité politique de Carlos Juárez et de ses alliés. En effet, le candidat radical Gerardo Zamora, à la tête d'une alliance électorale avec certains groupes péronistes (*Frente cívico y social*), l'emporte. Des dirigeants exclus pendant l'hégémonie juariste et des ex-juaristes se mettent à son service, c'est ainsi qu'une grande partie des réseaux péronistes en viennent à participer à la force politique de Gerardo Zamora. Par ailleurs, le gouverneur radical se rapproche de Kirchner et rejoint le groupe de gouverneurs radicaux soutenant le gouvernement national.

Ce nouveau contexte politique change la configuration de la politique territoriale. Si pendant les années de l'hégémonie juariste, le quasi-monopole de la distribution des aides sociales d'origine publique était aux mains du péronisme, à partir de 2005, de nouveaux acteurs territoriaux commencent à s'intégrer à l'action sociale, ce qui produit une diversification des organisations intervenant dans les quartiers populaires. Cela est dû à l'influence dans le territoire des processus politiques nationaux et provinciaux, ou plutôt à l'intégration territoriale de ces processus. Quant au niveau national, le rapprochement de certains groupes de *piqueteros* avec le gouvernement de Néstor Kirchner leur a permis d'accéder à des ressources d'origine publique pour les distribuer parmi les classes populaires : l'obtention

d'un certain quota d'allocations sociales a facilité leur développement dans des provinces où leur présence était faible, comme à Santiago del Estero. Comme nous le verrons, c'est une des raisons de la présence du groupe *Barrios de Pie* dans le quartier où nous avons enquêté.

Le processus politique provincial présente deux dimensions à souligner dans ce contexte. D'abord la fragmentation du péronisme provincial et la marginalisation de Carlos Juárez et de son épouse. Celle-ci, ex-dirigeante de la puissante *Rama femenina* désormais affaiblie, a laissé à beaucoup de dirigeants de quartier « orphelins » de leurs « références » politiques, qui étaient par conséquent prêts à être incorporés soit par d'autres lignes du péronisme, soit par la force politique du nouveau gouverneur, ou encore par des groupes *piqueteros* de poids national. Ensuite, l'intervention fédérale, qui a gouverné la province en 2004, a réalisé une certaine ouverture politique au niveau provincial : la mise en place de nouveaux programmes sociaux territorialement gérés par des organisations sociales et ecclésiales, et le désamorçage de canaux qui approvisionnaient en ressources certains dirigeants territoriaux péronistes. Pendant l'intervention fédérale, par exemple, une grande partie de l'aide sociale directe destinée à financer les cantines populaires a été canalisée par *Cáritas* (association de charité chrétienne), qui distribuait l'aide dans les différentes paroisses de la province.

LES ESPACES POLITIQUES TERRITORIAUX

Notre travail sur la vie organisationnelle d'un quartier de la ville de Santiago del Estero nous a permis d'identifier, dans la zone étudiée, au moins cinq organisations qui travaillent dans la gestion et la distribution de biens d'origine publique. Nous décrivons trois de ces espaces, les caractéristiques de leurs animateurs ainsi que de certains des participants. Nous verrons, d'une part, comment s'articulent les pratiques des acteurs liés aux deux périodes politiques déjà mentionnées et, d'autre part, comment distinguer les différentes significations de la participation au politique des classes populaires dans ce territoire.

La cantine populaire de la paroisse L'Esprit saint

La cantine populaire pour enfants « Les enfants de Jésus » a été mise en œuvre par la paroisse L'Esprit saint, créée en 1985. Cette paroisse est organisée en communautés ecclésiales de base, groupes de voisins laïques réunis autour de la catéchèse des enfants. La promotion des Communautés ecclésiales de base (CEB) répond à une certaine conception de l'Église auprès des pauvres. La capillarité de l'insertion de la paroisse dans le quartier est liée à l'activité de catéchèse. C'est à partir de cette insertion et de l'activité liturgique décentralisée

que les activistes catholiques ont pu organiser pour les fidèles des secours et former des « animateurs communautaires » pour participer à la gestion des programmes sociaux publics. La paroisse gère dans le territoire une partie de ces programmes depuis la fin des années 1990 et, notamment, à partir de l'arrivée de l'intervention fédérale dans la province, en 2004. Avec des tâches à caractère promotionnel (droits des citoyens, mais aussi catéchèse), les militants de la paroisse développent des actions d'assistance à l'adresse des voisins en grand besoin. Ils essaient de se distinguer des autres formes d'organisation de type « clientéliste ». Pour ce faire, ils travaillent à la promotion de ce qu'ils appellent une « culture solidaire », au moyen de laquelle les pauvres peuvent « être protagonistes de leur propre développement ». Parmi les activités sociales, on trouve des cantines populaires infantiles financées, pour la plupart, par des programmes sociaux nationaux et par des ressources provenant de *Cáritas* (la paroisse maintient trois salles à manger subventionnées par le ministère du Développement social et par le Fond participatif d'investissement social [FOPAR]¹⁸). On trouve aussi des goûters organisés par les CEB, des cours de soutien scolaire, des projets productifs (ateliers de fabrication de pâtes et de pain) financés par le programme national *Manos a la obra* (« Mains à l'œuvre »), obtenu par la Pastorale sociale du diocèse de Santiago del Estero depuis l'intervention fédérale de 2004, et dont la coordination est assurée par les « animateurs communautaires ».

La salle à manger de la cantine populaire « Les enfants de Jésus » reçoit environ soixante-quinze enfants. L'argent pour son financement est donné chaque semaine par père Darío, prêtre de la paroisse L'Esprit saint Avant son installation dans la maison d'une habitante du quartier (Concepción, mère de trois fils, séparée, chômeuse), la cantine fonctionnait chez une autre voisine. Des plaintes concernant la qualité des repas et la mauvaise gestion de la nourriture de la part de cette femme ont provoqué une réunion des mères, qui lui ont retiré cette activité. Les enfants mangent désormais sous un toit de zinc, à côté de la maison de Concepción. Du lundi au vendredi, trois services se succèdent, en harmonie avec les horaires de l'école, où les enfants déjeunent par groupes de vingt ou vingt-cinq. Environ un tiers des enfants sont accompagnés par leur mère ou par une sœur plus âgée ; bien qu'elles n'aient pas « le droit » de manger, celles-ci peuvent recevoir une assiette sur place ou à emporter pour le repas du soir. Le plat du jour (polenta à la sauce bolognaise, pot-au-feu, riz avec de la viande) est cuisiné dans le four à gaz de Concepción : selon ses calculs, c'est moins cher de cuisiner de cette manière que d'utiliser du charbon. Le problème est, selon Concepción, que le financement du ministère ne couvre pas ses frais, de sorte qu'elle doit faire appel au père Darío pour payer la facture de gaz. L'élaboration des repas occupe trois mères. L'une d'entre elles, Gladis, qui touche une

allocation sociale (*Jefes y Jefas de hogar*¹⁹), effectue sa contrepartie dans la cantine. Norma, qui habite avec ses cinq filles dans un logement précaire du quartier voisin de Villa Coy, participe à la cantine « quand elle peut », c'est-à-dire lorsqu'elle n'a pas une *changa* (petit boulot) à faire, notamment du lavage de linge. Esther, quant à elle, accompagne presque toujours ses deux petites filles à la cantine et sert parfois le repas. Bien que, comme Norma, elle ne réside pas dans le quartier, elle s'est rapprochée des « Enfants de Jésus » pour y faire admettre ses filles, car dans son quartier il n'y a pas de cantine. Concepción, la principale animatrice de la cantine, raconte à ce sujet que, bien que la réglementation du ministère exige le respect du listing des participants et ne peut inclure des habitants d'autres quartiers, elle « ne refuse jamais un repas ».

L'unité de base de la « Branche féminine du péronisme »

Maîtresse d'école, mariée et ayant quatre fils (son mari, retraité, a été fonctionnaire public), Ana est dirigeante de la *Rama femenina* du péronisme *santiagueño* et secrétaire générale d'une unité de base qui fonctionne dans sa maison. Elle a commencé à militer à l'âge de dix-huit ans, mais elle n'a sa propre unité de base que depuis 2001, après être libérée du « travail » dans un autre comité du quartier. Actuellement, après la retraite forcée de la principale dirigeante de la *Rama*, Mercedes Aragonés de Juárez, le pouvoir de l'unité de base d'Ana se trouve affaibli et elle a momentanément cessé de militer dans le parti. Toutefois, elle conserve son capital politique en s'occupant du *roperito* (atelier de couture) dans lequel travaillent six femmes, qui y effectuent la contrepartie de leurs allocations *Jefes y Jefas de hogar*, obtenues par Ana au temps de la gouvernance de Mercedes Aragonés de Juárez dans la province.

À son apogée, l'unité de base de Ana effectuait les activités suivantes : organisation d'un *roperito*, d'une soupe populaire, des fêtes d'anniversaire des enfants et des mères²⁰, des collectes pour soutenir financièrement l'« espace politique » ou pour distribuer des ressources (argent, vêtements, médicaments, etc.) aux voisins « nécessiteux », organiser des campagnes sanitaires, des journées de lutte contre la pédiculose, et des « opérations lunettes » (consistant en la livraison massive de lunettes aux voisins à la suite d'un diagnostic réalisé par des ophtalmologues dans une unité mobile appartenant au ministère provincial de la Santé). Par ailleurs, avec ses collaboratrices, Ana effectuait des *caminatas* (« promenades ») dans le quartier pour identifier les besoins des gens afin d'améliorer la distribution des biens d'origine publique et établir les listes des bénéficiaires des programmes sociaux et de logement, listes ensuite utilisées par l'État provincial. Elle faisait aussi des « promenades électorales », dans lesquelles elle accompagnait un candidat pour qu'il parcoure le quartier, visite les voisins et se fasse

connaître. Toutes ces activités transformaient la maison d'Ana en une « référence » pour le quartier : « Avant, tout le monde venait frapper à ma porte », affirme-t-elle.

Non seulement l'unité de base d'Ana, comme d'autres que nous avons pu observer, distribue des ressources qui viennent d'*en haut* (les ressources publiques), mais celles-ci produisent certains biens qui sont ensuite transformés en ressources politiques. Ainsi, on fabrique (dans le *roperito*) ou on récolte des vêtements pour les redistribuer aux habitants du quartier, on confectionne des *empanadas* pour faire de l'argent pour l'unité de base, on achète du lait et des gâteaux pour les anniversaires. La soupe populaire créée à l'arrière de la maison d'Ana fonctionnait « sans que personne ne [me] donne un centime » et « on servait à manger à 60 personnes » ; « j'achetais les marchandises. Certains dimanches, elles [les bénéficiaires des allocations *Jefes y Jefas de hogar* qui travaillaient dans la soupe] faisaient de la vente de *locro* [repas typique du nord-ouest argentin] ». Ce soutien d'Ana au comité et, dans une moindre mesure, de tous les membres de l'unité de base a trois buts : faire du « travail social », produire des ressources pour garantir le fonctionnement de l'espace politique et assurer la contrepartie (politique et formelle) qu'implique la gestion des allocations sociales. L'autofinancement du comité est important, puisque ses principaux animateurs, les « entrepreneurs » territoriaux doivent garantir, avec des ressources propres, surtout en cas de pénurie des ressources publiques, la reproduction de son capital politique (Ana et son mari y étaient de leur poche). Dans tous les cas, l'action politique est effectuée en tant qu'« action sociale » : le social et le politique ne peuvent être clairement différenciés. Ainsi, lorsque Ana rappelle qu'à l'époque où Mercedes Aragonés de Juárez était à la tête de la *Rama femenina* « on travaillait énormément », elle associe l'ampleur du « travail » autant à l'obtention de choses pour les voisins qu'à la capacité de gagner des élections :

Nous avons toujours travaillé consciemment, au moins, je ne sais pas si d'autres personnes, mais moi je crois que nous avons tous travaillé de cette façon ; c'est pourquoi on a gagné plusieurs élections. On a toujours visité les maisons, nous faisons des promenades et si quelqu'un avait besoin de nourriture, on apportait des *bolsones* [des sacs contenant de la nourriture], on apportait des vêtements. Généralement, les gens qui ont le plus besoin s'approchent de nous, exigent une réponse, un emploi ou une solution économique.

L'imbrication de l'action sociale et de l'action politique ou, mieux, le fait que, contrairement à la distinction savante entre « le social » et « le politique », Ana voit les deux activités comme synonymes montre que l'activité sociale est exercée à des fins politiques (et

vice versa), mais elle montre aussi l'importance que l'activité sociale a pour les dirigeants territoriaux par rapport à leur position au sein de leur organisation d'appartenance (ici, la *Rama femenina*). D'où la nécessité, pour les dirigeants de la *Rama femenina*, de produire auprès de leurs *referentes* les preuves de leurs réalisations sur le terrain. Ces preuves étaient apportées notamment par des photos des activités effectuées dans les unités de base (fêtes, distribution de nourriture et de vêtements, etc.). « J'ai des photographies des vêtements que nous distribuions », affirme Ana ; « Tu devais avoir un livre d'actes, un album avec les photos, tu devais avoir ton dossier avec toutes les activités que tu faisais », raconte une *referente* d'une autre unité de base.

Dans la description des activités du comité de la *Rama femenina*, nous avons pu observer que la division du travail politique était assujettie au sexe, ainsi que l'ont décrit d'autres auteurs à propos du péronisme. Les dirigeantes locales sont surtout chargées des activités liées à l'économie familiale. Elles montent dans leur maison des cantines populaires où l'on distribue des repas aux enfants et aux personnes âgées ; elles ouvrent des ateliers de couture où les femmes font des vêtements pour les vendre à petit prix ou pour les donner aux voisins les plus pauvres. Les hommes, quant à eux, s'occupent de la production et de la distribution d'un autre type de ressources, notamment les emplois, l'organisation des bénéficiaires des allocations sociales, le travail communautaire qui nécessite l'emploi de la force physique (bâtiment, propreté, etc.), ainsi que des tâches plus proprement « politiques » comme l'organisation de meetings, réunions de parti, etc. Cette division du travail liée au genre est plus marquée à Santiago del Estero, où le péronisme était divisé en « branches » au moins jusqu'à la fin de l'hégémonie de Carlos Juárez, et où la *Rama femenina* a occupé une place prépondérante, tant du point de vue organisationnel que de l'intervention territoriale. L'importance des unités de base de la *Rama femenina* est aussi en rapport avec le fait qu'elles ont été utilisées par le gouvernement provincial pour distribuer, jusqu'en 2004, une grande partie des ressources provenant des programmes sociaux, provinciaux et nationaux. Les militants territoriaux constituaient ainsi une sorte de main-d'œuvre experte pour recenser les besoins de la population et assigner les ressources dans les quartiers populaires. Par ailleurs, le « travail politique » signifiait pour les femmes de la *Rama femenina* la conquête d'une place dans l'espace public et dans l'espace privé : Ana affirme : « Au début le travail politique me coûtait cher, parce que tu t'imagines, après tant d'années il me coûtait encore parfois de laisser les enfants seuls, j'avais une espèce de honte » ; finalement, Ana comme d'autres femmes de son organisation ont pourtant acquis une « liberté pour [nous] perfectionner, et une infinité de bénéfices ».

*Goûters et potager à Barrios de Pie*²¹

L'arrivée du coordinateur régional de *Barrios de Pie* chez Lucy en 2005 fut pour elle une surprise. Lucy ne connaissait ni le coordinateur ni son organisation d'appartenance. Il lui dit être arrivé grâce à des « références », mais il ne spécifiera jamais qui les lui a données. Lucy a été dirigeante de la *Rama femenina* et secrétaire générale de l'unité de base qui fonctionnait dans sa maison jusqu'en 1995, lorsque elle a été licenciée de son emploi par le gouvernement de Carlos Juárez. Elle a été accusée de manque de « loyauté » envers Carlos Juárez et son épouse en raison de sa participation politique aux espaces péronistes qui soutenaient l'intervention fédérale, qui a gouverné la province pendant un an et demi après les émeutes de décembre 1993 connues comme « el Santiagueñazo »²². Dès lors, Lucy entretient de mauvais rapports avec les dirigeantes de la *Rama femenina* du quartier. Depuis qu'elle a été écartée de son « travail politique », Lucy s'est consacrée aux tâches domestiques, l'entretien de sa famille restant aux mains de son mari, policier retraité, coiffeur et charpentier occasionnels. Le fait d'accepter la proposition du coordinateur régional de *Barrios de Pie* d'intégrer cette organisation a réactivé la vie politique dans la maison de Lucy. « Travailler à nouveau en politique » a fait l'objet au début d'âpres discussions : « Qu'est-ce que tu as à m'offrir ? Si tu es national [c'est-à-dire membre du bureau national du mouvement], tu as quelque chose qui nous manque, tu as des allocations et elles nous manquent, je ne vais pas lever un doigt si tu ne me donnes pas des allocations. » Le « coordinateur » a accepté l'échange et s'est engagé à livrer 20 allocations. Une réunion a été organisée chez Lucy, à laquelle « une fille du ministère du Développement social » a aussi pris part ; dans cette réunion, comme habituellement dans ce genre de cas, la dirigeante devait « montrer » le nombre de voisins qu'elle « mobilisait », c'est-à-dire son capital politique. Se méfiant des promesses du « coordinateur », Lucy a avancé : « Je ne vais pas emmener plus de 10 personnes, parce que je ne vais pas me compromettre. » Elle a ainsi participé à cette réunion seulement avec les « gens qui sont avec [moi] depuis toujours ». Après cette démonstration, le coordinateur de *Barrios de Pie* lui a promis de revenir avec 40 allocations du Programme d'emploi communautaire (PEC)²³ alloué au niveau national. Une fois la promesse tenue, Lucy a commencé à organiser « ses gens ». D'abord, elle a fait une liste des bénéficiaires des allocations comportant « ses gens », ses proches, des connaissances de « ses gens » et d'autres voisins de maisons proches de celle de Lucy. Ensuite, elle a organisé les tâches à effectuer par les bénéficiaires comme contrepartie, pour ce faire, elle a créé un goûter populaire (*merendero*) et un potager aménagé derrière la maison d'une voisine. Dans le *merendero*, on sert du chocolat chaud et du pain avec de la confiture de patates douces pour 50 enfants du quartier, qui

reçoivent aussi des cours de soutien scolaire. Environ 25 personnes travaillent dans le *merendero* et dans le potager communautaire.

Au fur et à mesure que la relation avec le « coordinateur » devenait plus solide, Lucy a obtenu davantage d'allocations, qu'elle a distribuées dans d'autres quartiers, où d'autres anciennes dirigeantes de la *Rama femenina* proches de Lucy ont organisé leurs propres *merenderos* et potagers. Actuellement, Lucy gère 170 allocations PEC distribuées dans cinq quartiers de la ville de Santiago del Estero. Elle a par ailleurs commencé à s'intégrer à d'autres activités de *Barrios de Pie* : elle a participé aux congrès nationaux de l'organisation, elle a rencontré le dirigeant national du mouvement, elle a pris part à un congrès de femmes et à d'autres réunions régionales. Cette participation est pour Lucy différente de son expérience dans la *Rama femenina* car, dit-elle : « J'ai appris des choses » et « ils m'ont mise en rapport avec d'autres dirigeants d'autres régions du pays. » Lorsqu'elle compare les tâches réalisées dans le *merendero* avec celles accomplies comme dirigeante péroniste, les différences ne sont pas aussi claires : « Je fais toujours du travail social », affirme-t-elle. Ce travail social consiste à offrir du capital politique aux dirigeants de son organisation d'appartenance, c'est ainsi qu'un après-midi où nous visitons le *merendero*, tous se préparaient pour assister à un meeting organisé par le maire radical de la ville – proche du gouverneur, proche à son tour de Néstor Kirchner, ce dernier soutenu par *Barrios de Pie* – afin d'inaugurer le revêtement d'asphalte d'une rue du quartier voisin.

DENSITÉ ORGANISATIONNELLE, POLITIQUES SOCIALES ET RÉFÉRENCE TERRITORIALE

La description de ces espaces politiques territoriaux nous permet de comprendre certaines caractéristiques de la vie organisationnelle du quartier, ainsi que la place occupée par les animateurs de ces espaces.

Contrairement à ce qui a été observé par d'autres analyses dans les quartiers populaires²⁴, nous n'avons pas rencontré de « désertification organisationnelle » ; en revanche, nous avons constaté une grande densité de dirigeants et d'organisations intervenant sur le territoire. Bien que nous ayons travaillé sur un seul secteur du quartier, situé près de la rue principale, les entretiens réalisés avec des dirigeants d'autres secteurs, les conversations informelles avec des voisins ainsi que les observations menées dans tout le quartier nous permettent de conclure que cette densité organisationnelle existe aussi au-delà de la zone observée. Voyons ce que nous entendons par « densité organisationnelle » : dans un rayon de quatre pâtés de maison il y a au moins cinq organisations politiques, sociales et religieuses. Cette

densité organisationnelle avait été aussi observée courant 2002 par Alejandro Grimson *et al.* dans différents quartiers de la banlieue de Buenos Aires. Pour ces auteurs, la différence entre les observations d'Auyero et celles qu'ils ont pu faire réside dans le fait que « des études comme celles d'Auyero ont été menées dans un contexte de transition où (outre l'impact désorganisateur de la dictature) le thème du chômage avait déjà été installé comme problème, mais sans avoir encore une réponse organisationnelle »²⁵. À cet égard, ils soutiennent qu'une fois produite, dans la banlieue de Buenos Aires, une transformation « de l'agenda politique des pauvres urbains », à partir du déplacement du problème central du logement vers le problème de l'emploi, de nouvelles organisations sociales se sont constituées. À Santiago del Estero, cette transition n'est pas si claire, et on peut constater que la densité organisationnelle est antérieure, du fait du « travail politique » des partis politiques et des paroisses catholiques. Nous avons pu établir que ces dirigeants territoriaux, spécialement ceux des principaux partis de la province, sont aussi des dirigeants sociaux, c'est-à-dire qu'ils sont identifiés comme représentant « la politique » dans le quartier tout en constituant des « références » pour les voisins. Par ailleurs, ils sont capables de les mobiliser et de résoudre leurs problèmes au moyen d'actions individuelles (obtenir des choses) ou collectives (obtenir des signatures pour des pétitions, organiser des manifestations, etc.)²⁶.

De fait, dans la province analysée, et avec une intensité particulière dans la ville de Santiago del Estero, le processus récent de création d'associations de voisins (créées fondamentalement pour accéder à la gestion de programmes sociaux) a été initié dans beaucoup de cas par des dirigeants partisans qui président « leurs » associations. De ce fait, la frontière entre le politico-social et le politico-partisan est poreuse, un même dirigeant pouvant agir d'une manière ou d'une autre jusqu'à devenir un « acteur multipositionnel »²⁷. L'existence d'une pluralité d'organisations dans le quartier étudié est aussi une de nos constatations : non seulement il existe une densité organisationnelle par rapport au nombre d'organisations et de dirigeants territoriaux, mais aussi par rapport à la diversité des types d'organisation.

Support matériel de la pluralité et de la densité organisationnelle du quartier étudié, le nombre de programmes sociaux qui sont mis en place dans la province de Santiago del Estero, dans sa ville capitale ainsi que dans la plupart des régions du pays, permet de comprendre comment s'établit l'une des formes dominantes du lien entre la politique et le territoire. Le caractère ciblé des politiques sociales en Argentine et la philosophie guidant ces programmes²⁸ contribuent à la création et à l'alimentation des espaces politiques, sociaux et religieux. Le caractère diffus de la notion de « société civile » permet d'intégrer à sa définition les comités partisans, les associations de voisins contrôlées

par les *referentes*, les organisations sociales et religieuses. La distinction entre la « bonne » et la « mauvaise » société civile se construit ainsi dans le croisement des interventions des différents acteurs qui prennent part à la gestion et au contrôle de ces politiques, mais sans doute les acteurs territoriaux ont aussi leurs propres classifications, basées sur des jugements moraux relatifs aux bonnes et aux mauvaises manières de distribuer des biens entre les « pauvres ».

LES *REFERENTES* (« RÉFÉRENTS »)

Les organisations territoriales que nous avons étudiées sont constituées autour d'un animateur principal, qui se trouve parmi leurs fondateurs et qui a une position dominante. Dans le cas des partis politiques, cette position est reconnue institutionnellement, car les *referentes* sont les présidents ou les secrétaires généraux de leurs comités de base. L'intervention dans le territoire n'est pas toujours pratiquée, à des fins politiques, et seulement dans quelques cas à des fins politico-partisanes. Dans le cas des associations religieuses, bien que le rôle de certains animateurs soit central – il y a des prêtres ou des laïques qui sont de véritables dirigeants locaux –, ils ne sont pas toujours à l'origine de l'association. En revanche, dès leur intégration, ils impriment leur style au point de devenir une *referencia* spatiale et les associations sont nommées parfois par les voisins en référence à leurs prénoms (par exemple, la paroisse L'Esprit saint était connue auparavant comme « la paroisse de Sergio », son ancien prêtre).

À l'exception de la paroisse, les organisations étudiées fonctionnent dans les maisons de leurs dirigeants principaux, ce qui constitue un élément important pour comprendre le rôle de ces acteurs territoriaux: le fait que l'activité politique se déroule dans leurs maisons fait d'eux des « permanents » locaux, facilement repérables par les voisins (« on frappe chez moi tout le temps », affirment nos interviewés). Leurs maisons sont ainsi un point de rencontre entre le public et le privé, entre les activités familiales et les activités politiques. La relation entre survie et participation politique trouve ainsi sa matérialité dans la manière dont la position sociale du *referente* s'objective dans la position spatiale. Cette imbrication spatiale entre le *referente* et l'espace de référence crée par ailleurs une dépendance mutuelle, c'est patent dans le cas des comités de base partisanes: aucun des deux ne peut exister politiquement sans l'autre. La notion de *referente* doit aussi être comprise par rapport au rôle que les dirigeants partisanes territoriaux jouent en tant qu'agents de prosélytisme des dirigeants plus haut placés dans l'échelle du parti. Les *referentes* sont chargés de parcourir leur territoire, d'y organiser les activités de campagne et d'informer les

candidats de l'« état de la course » dans les espaces qu'ils sont censés contrôler.

LA POLITIQUE VUE D'EN BAS :
LE TERRITOIRE COMME ESPACE DE CONNAISSANCE

La distribution de ressources et l'organisation des personnes et des besoins sont à la fois le produit et le générateur de la connaissance de cet espace. La façon d'organiser les personnes et de distribuer les ressources produit des logiques d'intervention politique différentes. Les espaces de sociabilité politique analysés supposent certaines formes de connaissance du territoire, de leurs habitants, des besoins et des demandes, qui font ensuite l'objet d'une intervention politique. En utilisant les techniques de base du travail social et de la statistique (confection de listes, etc.), les acteurs locaux mobilisent une forme d'expertise qui peut être dite « expertise territoriale : il s'agit d'une connaissance basée sur des formes plus ou moins techniques de rapprochement, qui constituent, à la fois, le moyen et la fin de l'action politique. Un moyen, parce que l'information obtenue sur les besoins matériels ou non matériels des habitants du quartier permet ensuite de légitimer l'action des associations, par exemple, la pétition adressée à la mairie pour demander le pavement d'une rue, à la suite d'une enquête quantitative menée par une association de voisins. Une fin, parce que cette activité de connaissance permet d'utiliser le travail réalisé par l'espace politique d'appartenance de ses membres et de ses dirigeants et peut ensuite servir à d'autres fins, de type strictement électoral, par exemple. Cette connaissance est, comme nous le verrons, à la base de la façon de légitimer l'attribution de biens (allocations, sacs de nourriture, etc.) à une famille plutôt qu'à une autre.

CE QUE PARTICIPER VEUT DIRE

Dans le contexte d'appauvrissement progressif des classes populaires, de chômage et de sous-emploi de longue durée, le quartier occupe une place centrale dans la vie des « pauvres ». Sortir du quartier, par exemple, n'est pas simple : il n'y a qu'une seule ligne de bus et son coût (entre 70 et 80 centimes de peso le billet) est lourd à supporter par des familles pour qui l'argent est un bien rare²⁹. La pénurie d'argent – obtenue par de petits boulots, une allocation sociale ou, dans certain cas, un emploi stable, fréquemment au noir – fait qu'il doit être utilisé seulement pour les dépenses – comme le paiement des dettes hypothécaires, des services publics, du nettoyage des maisons, etc. – qui ne peuvent être honorées autrement. Pour obtenir de la nourriture, des médicaments, des vêtements, des matériaux pour les maisons, entre autres biens liés à la survie, les familles développent

diverses stratégies qui les mettent en rapport avec les espaces politiques, sociaux et religieux actifs du quartier. Les besoins de survie poussent ainsi les secteurs populaires à la participation politique. En ce sens, les organisations qui agissent dans le quartier et possèdent ou contrôlent certains de ces biens constituent de possibles espaces d'insertion, de participation et de demande.

Au *merendero* et au potager de *Barrios de Pie*, nous avons pu interviewé certains bénéficiaires des allocations PEC que Lucy avait obtenues. Il s'agit de personnes qui, bien qu'étant pauvres, ne peuvent accéder à une allocation *Jefes y Jefas de hogar* car elles ne remplissent pas les conditions requises. La plupart des participants interviewés connaissent Lucy et tous affirment que cette dirigeante « les aide » toujours. Par ailleurs, les allocations sont perçues comme un « travail » étroitement lié au « travail politique » qu'ils estiment faire pour Lucy. Les tâches à effectuer dans le *merendero* et dans le potager paraissent relativement réglées et chacun sait ce qu'il doit faire. Les raisons de l'adhésion à cet espace sont claires pour tous : c'est une façon d'obtenir une allocation sociale fondamentale pour la survie de la famille et, dans certains cas, un lieu où s'assurer tous les jours un goûter chaud pour eux et pour les enfants de leurs familles. Lucy a évoqué ces mêmes raisons pour accepter son retour une activité militante, cette fois liée à *Barrios de Pie* : elle voulait « obtenir quelque chose » pour ses deux filles, qui étaient au chômage. Les bénéficiaires des allocations sociales « travaillent politiquement » seulement pour *Barrios de Pie*, ce qui, en même temps, constitue la contrepartie qu'ils doivent effectuer selon les règles du programme PEC. En revanche, les enfants qui prennent le goûter et reçoivent du soutien scolaire entretiennent un rapport différent avec l'organisation. En effet, si dans certains cas il s'agit de frères ou de proches des membres du *merendero*, dans d'autres cas ce sont des enfants du quartier qui vont aussi à la cantine de la paroisse où leurs mères « travaillent » ou la cantine de l'école primaire dans laquelle ils sont inscrits.

En discutant avec les mères qui accompagnaient leurs fils à la cantine des « Enfants de Jésus », la question de la participation à des espaces territoriaux multiples apparaît clairement. Les mères connaissaient plusieurs des organisations du quartier, ce qui constitue l'autre dimension du statut des *referentes* traité dans le point précédent. Concepción, par exemple, en même temps qu'elle est l'une des principales organisatrices de la cantine paroissiale, participe à d'autres organisations : elle a « travaillé politiquement » avec un dirigeant péroniste qui habite près de chez elle et qu'elle décrit comme une personne qui « aide beaucoup ». Ses fils ont aussi « travaillé » avec cette personne et, en raison de l'« inactivité » du comité de base qu'il tenait, ils envisageaient d'aller « travailler » pour un autre dirigeant à l'occasion des élections municipales qui devaient avoir lieu quelques

semaines plus tard. Les mères des enfants qui participaient à la cantine ont aussi dit que cet espace faisait partie d'un éventail d'espaces territoriaux auxquels elles font appel tout au long de la semaine pour obtenir des ressources. Norma, par exemple, va à l'église évangélique, à la cantine infantile de la paroisse et à un centre de voisins où elle reçoit occasionnellement un sac de nourriture. Vers la fin de notre travail de terrain, elle essayait d'obtenir une allocation PEC pour rejoindre le *merendero* de *Barrios de Pie*. Gladis a une allocation *Jefes y Jefas de hogar* pour laquelle elle donne sa contrepartie dans la cantine de la paroisse tout en recevant un sac de nourriture d'un dirigeant radical. Esther, quant à elle, participe aussi à une unité de base de la *Rama femenina* où elle obtient des médicaments, du zinc pour le toit de sa maison, de l'argent pour payer le taxi pour aller au centre ville, etc. ; pour le moment, Esther ne peut avoir accès à une allocation sociale car son mari touche une retraite pour invalidité, ce qui l'exclut des conditions exigées par le programme *Jefes y Jefas de hogar*. Toutefois, elle continue à « aider » un dirigeant péroniste de son quartier et attend à son tour d'être aidée. Comme dans son quartier il n'y a pas de cantines populaires, elle a réussi à faire accepter ses fils dans celle des « Enfants de Jésus » ; elle visite aussi d'autres organisations du quartier où elle obtient d'autres biens (par exemple, des sacs de nourriture dans un bureau municipal).

Nous pouvons ainsi voir que dans le quartier étudié, personne ne possède le monopole des ressources liées à la survie des pauvres. Le fait que plusieurs espaces territoriaux « obtiennent », gèrent et distribuent autant des biens d'appropriation collective que des biens d'appropriation individuelle³⁰, permet aux habitants d'avoir des appartenances multiples ou encore une trajectoire sinueuse de passage d'une organisation à l'autre. Parmi les pauvres du quartier (ainsi que parmi ses dirigeants) il y a une certitude : « on n'obtient rien si on n'est pas en politique »³¹, c'est-à-dire qu'il est nécessaire de « participer » pour obtenir des biens de survie. La pénurie des ressources monétaires et la nécessité de les obtenir par des moyens autres que l'emploi sont permanentes, de sorte qu'une des façons de créer des *îlots de certitude quotidiens* pour l'approvisionnement en ressources monétaires et non monétaires est la participation à des organisations territoriales, dans lesquelles il existe une certaine planification du temps et de la distribution de biens.

Cette forte présence de la question des ressources dans la relation entre les pauvres et les espaces de sociabilité politique explique en partie le fait que la participation politique est appelée dans cette province « *laburo político* » (« boulot politique ») ou « travail politique » et non « militantisme ». Cette image condense bien la relation entre la politique et l'accès à l'emploi : « on travaille » pour un candidat ou pour un *referente*, mais à la fois « on travaille » parce

qu'en effet la politique est un moyen de survie : « On n'obtient rien si on n'est pas en politique. »³² Néanmoins, une fois qu'on entre en politique, de nouveaux compromis et de nouvelles règles de sociabilité apparaissent. Dans ce « travail politique », on trouve par ailleurs des stratégies familiales de division du travail, car les femmes et les jeunes « travaillent politiquement » dans le quartier et cherchent des ressources dans le territoire alors que les hommes s'occupent d'obtenir de l'argent hors du quartier en faisant des petits boulots ou en ayant des emplois salariés.

LA DIMENSION MORALE DES ÉCHANGES

Depuis Mauss (1991), nous savons que tout échange d'objets entraîne, d'une part, un échange symbolique dans lequel sont produites et reproduites des formes de distinction comme le prestige, des formes de déférence comme la loyauté, la confiance, la gratitude, etc., et, d'autre part, une dimension morale qui règle cet échange. Ces dimensions ont été déjà étudiées dans le cadre du clientélisme partisan, notamment dans le cas où un médiateur détient le monopole de l'accès aux biens liés à la survie des familles pauvres³³. Or, dans notre cas, où il existe une pluralité d'organisations « donneuses » et où ce qui est donné est généralement un bien d'origine publique, la dimension morale de l'échange entre les dirigeants et les participants des espaces territoriaux de sociabilité politique acquiert une importance majeure. En effet, dans la « gestion » territoriale des programmes sociaux, des cantines populaires financées par des fonds étatiques ou internationaux, des crédits pour créer des petites entreprises, etc., convergent des principes de régulation hétérogènes, voire opposés. Dans le cas de la cantine « Les enfants de Jésus », le ministère du Développement social impose la nécessité de confectionner une liste comprenant des enfants assistés, mais ces derniers ne doivent pas habiter dans d'autres quartiers. Cela s'oppose au principe moral de Concepción, la principale animatrice de la cantine, qui consiste à « ne refuser à personne un repas ». Cependant, Concepción affirme que, bien que le prêtre de la paroisse L'Esprit saint et certaines mères se plaignent, elle continuera à donner à manger à ses propres enfants, qui ont dépassé les 18 ans (l'âge limite des participants des cantines infantiles selon le ministère du Développement social). Elle mérite d'être récompensée, car, après tout, « [mes] enfants sont pauvres, eux aussi » même s'ils n'ont plus l'âge pour être admis dans une cantine infantile.

Cet affrontement entre des principes de régulation hétérogènes ou opposés est particulièrement sensible au moment de l'attribution d'une allocation ou d'une aide sociale d'origine publique. Les dirigeants territoriaux doivent mobiliser leur connaissance de leur zone d'influence et utiliser certains critères d'attribution, qui leur

permettent de *donner avec légitimité*, c'est-à-dire que l'attribution suit un principe de justice transcendant la volonté du « donneur ». Ana, la dirigeante de la *Rama femenina* raconte que les promenades dans le quartier servent à identifier les besoins des voisins, en vertu de certains indicateurs : la taille des familles, la condition d'activité de ses membres, l'état du logement (« si tu fais attention, tu remarques que les maisons ne sont pas toutes pareilles », dit-elle, et nous avons vérifié qu'Ana ne se trompait pas), etc., de manière à décider à qui attribuer les biens publics. L'existence de ce type d'indicateurs de « nécessité » ne veut pas dire que la distribution des allocations sociales soit effectuée selon des critères « objectifs » ou « transparents », ni qu'il n'existe pas des loyautés récompensées ou des faveurs accordées en échange de promesses de vote. En revanche, ceci montre que, « vu du dehors », le clientélisme est une pratique illégitime qui sert à « manipuler » les classes populaires. « Vu de l'intérieur », la relation entre « pauvres » et médiateurs permet de constater que, même dans les formes d'échange de type particulariste, il existe des régulations morales qui opèrent et sanctionnent certaines formes légitimes d'attribution des biens. Le principe du « besoin majeur », par exemple, a été explicité par tous les dirigeants interviewés : s'il y a trois allocations et dix bénéficiaires, elles sont distribuées à « ceux qui en ont le plus besoin ». Le principe du « besoin majeur » est appliqué selon les indicateurs mentionnés, qui contribuent à construire la connaissance pratique du « besoin » des voisins. Dans le cas du programme national *Manos a la obra* géré par la paroisse L'Esprit saint, les aides sont distribuées parmi les personnes qui « ont le plus besoin », mais aussi qui ont fait preuve, dans les activités paroissiales ou bien par connaissance des « animateurs », de leur capacité de travail en équipe et de leur solidarité, valeurs promues par la paroisse.

La définition du mérite n'est pourtant pas seulement l'affaire des « donneurs ». Il se définit aussi dans les interactions avec les participants des espaces de sociabilité politique où ces derniers font valoir autant la légitimité de leur besoin que leur adhésion aux valeurs adéquates. Le concept de « besoin », compris dans l'optique du mérite, est ainsi un problème de résolution pratique régulé par certains principes moraux ; la résolution de ce problème pratique, qui est aussi un problème politique, n'est pas donnée une fois pour toutes, mais elle fait l'objet de conflits dans les interactions quotidiennes des espaces territoriaux de sociabilité politique.

L'augmentation du nombre d'allocations et de programmes sociaux étatiques n'a fait qu'approfondir le problème de la distribution de biens dans le quartier étudié³⁴. De nouvelles politiques ciblées sont apparues, fournissant toujours moins d'allocations ou de places dans les cantines par rapport au nombre de « nécessiteux » ; ces politiques ont entraîné de nouvelles réglementations et de nouvelles conditions de

distribution, en même temps qu'elles ont ancré chez les voisins l'idée que tous doivent recevoir une aide. La multiplication des programmes a placé, d'une part, les dirigeants territoriaux qui les gèrent dans une position clé pour choisir les bénéficiaires³⁵ et, d'autre part, a fait croître l'espoir des voisins d'avoir accès à une subvention étatique.

C'est peut-être ce phénomène qui produit actuellement le plus de tensions dans la distribution des allocations dans le quartier étudié. Bien que les voisins reconnaissent que pour accéder aux « bénéfiques »³⁶ il est nécessaire de passer par un dirigeant du quartier, la multiplication des programmes sociaux introduit une certaine nouveauté par rapport à d'autres biens distribués traditionnellement dans les relations de clientèle : les allocations apparaissent comme des droits des « pauvres » (non dans le sens juridique, mais dans le sens moral), et il est donc possible de les exiger. La pluralité d'organisations et de dirigeants politiques, sociaux et religieux agissant dans le quartier permet, comme nous avons vu, que les « pauvres » puissent circuler d'un espace à l'autre afin d'arriver à « obtenir le bénéfique ».

La réponse des « donneurs » territoriaux à ce sentiment de droit est parfois critique et cynique par rapport aux intérêts des « pauvres ». Ainsi, dans un entretien avec un dirigeant péroniste, la première chose qu'il nous a dite a été : « Personne ne travaille en politique si tu ne lui donnes pas quelque chose » et, définissant (sans que nous lui demandions) l'« idiosyncrasie » du *santiagueño*, il nous dit qu'« il y a ici une sorte de culture de la dépendance » ; Ana, dirigeante de la *Rama Femenina*, voit une différence entre les années 1980 et aujourd'hui, car maintenant « il paraît que le militant politique, la première chose qui l'intéresse, c'est l'argent [...]. Ils travaillent pour l'intérêt du moment ». Lucy, dirigeante de *Barrios de Pie*, peu après nous avoir reçus dans le *merendero*, nous dit que l'organisation continuera à grandir grâce à l'obtention de nouvelles allocations PEC, puisqu'« ici le travail volontaire n'existe pas », c'est-à-dire qu'on obtient quelque chose des militants seulement si on leur « donne le bénéfique ». Dans tous les récits, la critique de la culture de la *dádiva* (« le don », façon locale d'appeler le clientélisme) apparaissait lorsque nous demandions quelles étaient les caractéristiques des personnes qui rejoignaient les espaces territoriaux. Cependant, la critique de la *dádiva* est utilisée pour différencier les formes d'échange ayant lieu dans d'autres espaces socio-politiques. En ce sens, le terme de « clientélisme », ou certains synonymes locaux, est aussi utilisé par les acteurs territoriaux comme insulte politique ou comme critère de distinction négative.

La critique des dirigeants envers les voisins est par ailleurs une façon de défendre le droit des dirigeants à utiliser les biens qu'ils distribuent au bénéfique de leurs propres familles qui souvent se trouvent aussi dans le besoin. « Je suis pareil que les autres, je suis dans la même situation, encore plus maintenant car je suis aujourd'hui au

chômage », dit un dirigeant péroniste ; un autre dirigeant du même parti raconte qu'il est encore en politique « pour [mes] enfants », pour « obtenir quelque chose » pour eux. Lucy dit qu'une des choses attractives dans le fait de « travailler » pour *Barrios de Pie* est la possibilité d'obtenir une allocation pour une de ses filles ; Ana, par contre, ne parle jamais des bénéfices matériels de son activité politique parce que, entre son salaire et celui de son mari, elle n'a jamais eu besoin d'un « bénéfice ».

Les membres des espaces étudiés ont évoqué comme principale critique à l'égard de certains dirigeants et de certains espaces territoriaux la question de l'accaparement. En effet, du fait qu'ils reçoivent des biens publics, et au lieu de les distribuer, ils les stockent ou les utilisent à leur propre bénéfice. Les récits sur des « chambres pleines de marchandises » dans les maisons de certains dirigeants sont apparus de façon récurrente dans les conversations avec les participants des espaces analysés. Ainsi, des dirigeants qui « ont besoin » sont observés et contrôlés en permanence par les participants qui, eux aussi, « ont besoin ». De plus, les dirigeants ont besoin des participants pour reproduire leur capital politique, mesuré en grande partie au nombre de membres qu'ils sont capables de mobiliser dans une élection, dans un meeting ou pour une pétition.

Dans ce rapport de forces entre voisins et dirigeants, il est important d'étudier les échanges politiques auxquels participent les classes populaires en travaillant sur la dimension du conflit et de la coopération permanents entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent des biens publics et entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent du soutien politique. À la différence des études centrées sur la notion de clientélisme, on s'interroge ici sur les critiques faites aux *dádivas* non seulement par les acteurs externes aux échanges, mais aussi par ceux qui y prennent part, c'est-à-dire que la distinction entre l'officiel et l'officieux³⁷, entre le légitime et l'illégitime n'est pas l'apanage des analystes, mais celui des acteurs de la « politicalité » des quartiers populaires. Il s'avère nécessaire de voir comment circulent des étiquettes comme celles de « *dádiva* » ou de « clientélisme » dans le vocabulaire des acteurs. Cela nous permet de saisir les critères locaux et conjoncturels de distribution de biens que les médiateurs « obtiennent » – et qu'ils doivent utiliser suivant des critères externes fixés dans les bureaux où ces programmes sociaux sont conçus –, mais que les voisins espèrent.

POUR CONCLURE

Notre approche ethnographique de la vie organisationnelle d'un quartier populaire nous a permis d'observer une densité et une diversité organisationnelles qui contrastent avec ce qu'on pouvait

penser à ce propos. Nous avons incorporé dans notre observation des organisations sociales autant que des organisations religieuses et politiques, de sorte que nous n'avons pas tracé a priori une frontière entre le social et le politique dans le quartier. De fait, les dirigeants partisans analysés ont un rôle ambigu, puisqu'ils sont à la fois des dirigeants sociaux et des dirigeants politiques. La notion de *referente* nous permet ainsi d'entrer dans ce monde organisationnel selon les repères que les habitants utilisent pour savoir où et comment obtenir des biens pour la survie de leurs familles.

Les échanges entre « pauvres » et médiateurs permet d'analyser la dimension morale de l'attribution de biens d'origine publique, notamment dans le contexte de la multiplication des politiques sociales ciblées. Celles-ci ont comme conséquence, d'une part, la multiplication des biens disponibles (ce qui augmente le sentiment d'avoir droit à ces aides publiques) et, d'autre part, la confusion des critères officiels et officieux relative à la distribution des ressources dans les différentes instances et aux différents niveaux. Dans cette configuration, les accusations des « pauvres » envers les médiateurs (« on n'obtient rien si on n'est pas en politique ») se croisent avec les accusations des médiateurs envers les « pauvres » (« ils ne font rien si tu ne leur donnes pas le bénéfice ») dans un environnement de tensions morales et de privations matérielles.

Enfin, si l'on veut s'interroger sur la participation politique « de base » dans un quartier populaire, il faut se confronter au fait que cette participation est tenue à l'extérieur pour illégitime, car elle est vue comme présentant un écart par rapport à ce qu'on croit qu'un militant doit être, à savoir quelqu'un d'engagé dans un mouvement politique en raison de ses convictions. Les classes populaires sont toujours suspectées d'instrumentaliser la politique ou d'être otages des réseaux clientélistes qui les font agir de manière irrationnelle selon le désir des patrons. Cette illégitimité de la participation des classes populaires au politique est renforcée par le postulat de l'existence d'un double écart par rapport aux formes de participation légitimes en Argentine depuis le début de la « transition démocratique ». D'abord, les comportements électoraux des citoyens « indépendants », perçus comme étant « libérés » des liens politico-partisans et qui apparaissent sous la figure de *la gente*³⁸ (« les gens »); ensuite, la figure de la « société civile autonome » et de la « philosophie de l'*empowerment* citoyen » postulées par les organismes multilatéraux et qui inspirent les politiques sociales ciblées mises en place par les gouvernements argentins depuis les années 1980. Les « pauvres » sont ainsi contraints, depuis l'apparition des politiques ciblées de lutte contre la pauvreté et depuis le processus d'appauvrissement et de désalarisation de leurs familles, d'affronter les regards extérieurs (des médias, des experts en politiques publiques, de membres des ONG, des dirigeants politiques)

attentifs à la manière dont on distribue de faibles ressources qui arrivent saturées de conditions tant techniques que morales.

La situation ouverte depuis l'arrivée de Néstor Kirchner au pouvoir est en ce sens ambiguë. Ses alliances avec certains mouvements sociaux ont permis à ces derniers de fortifier leur présence dans les quartiers populaires, ce qui représente une ouverture des canaux de distribution des programmes sociaux étatiques et qui permet à certains acteurs de concurrencer l'hégémonie politique des unités de base péronistes dans les territoires. Toutefois, le refus de la part du gouvernement de mettre en place un programme social de type universel ne fait que reproduire, dans les classes populaires, la situation de pénurie de ressources qui provoque de fortes tensions dans la distribution des biens d'origine publique liés à la survie de ces classes. Même si l'on reconnaît que les « pauvres » sont beaucoup plus que les otages des réseaux clientélistes, l'absence d'une politique sociale universelle les place non seulement dans une position de faiblesse matérielle, mais aussi de faiblesse symbolique, ce qui représente parfois, et surtout dans une société comme celle de l'Argentine où l'on débat toujours sur le droit des classes populaires à la manifestation politique, une forme plus effective de reproduction des inégalités.

NOTES

1. Nous remercions la proposition de Diana Quattrocchi-Woisson, ainsi que ses lectures et ses conseils pour la rédaction de cet article.

2. D'après les observations que nous avons faites dans le quartier Ejército Argentino (« Armée argentine ») en 2006 et l'enquête en cours que nous menons avec le soutien de l'Université nationale de Santiago del Estero avec María Isabel Silveti et son équipe.

3. Par exemple, le taux de chômage des agglomérations de Santiago del Estero et de La Banda est de 9,2 %, alors que le taux national est de 11,6 (source : Indec. Enquête permanente des foyers, premier semestre 2006). Par rapport au taux de pauvreté de la même agglomération urbaine, le pourcentage de foyers sous le seuil de pauvreté est de 34,3 %, alors que celui de l'ensemble des zones urbaines nationales est de 21,7 % (source : Indec. Enquête permanente des foyers, premier semestre 2006).

4. Cf. Denis Merklen, *Pobres ciudadanos*, Buenos Aires, Gorla, 2005.

5. Nous avons observé dans notre travail de terrain que le mot *referente* est utilisé fréquemment pour nommer les dirigeants territoriaux, locaux et provinciaux. On a ainsi affaire à une catégorie positionnelle construite dans la relation entre personnes du « bas » et personnes du « haut » d'une hiérarchie organisationnelle.

6. Des enquêtes récentes ont privilégié la sélection d'un acteur territorial : les unités de base du péronisme ; voir Javier Auyero, *La política de*

los pobres, Buenos Aires, Manantial, 2001 ; Steven Levitsky, *Transforming Labor-Based Parties in Latin America. Argentine Peronism in Comparative Perspective*, Cambridge University Press, 2003 ; les groupes *piqueteros* (Maristella Svampa et Sebastián Pereya, *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos, 2003 ; Gabriela Delamata et Melchor Armesto, « Construyendo pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases sociales », in Gabriela Delamata (comp.), *Ciudadanía y Territorio. Las Relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Espacio editorial, 2005 ; Julieta Quirós, *Cruzando la Sarmiento. Los piqueteros en la trama social del sur del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Antropofagia/Centro de Antropología social, IDES, 2006), les groupes de charité catholique (Laura Zapata, « Una Antropología de la Gratuidad: prácticas caritativas y políticas de asistencia social en la Argentina », *Campos - Revista de Antropología social*, vol. 5, n° 2, 2004), et les *manzaneras*, Laura Masson, *La política en femenino. Género y poder en la provincia de Buenos Aires*, Buenos Aires, Antropofagia/Centro de Antropología social, IDES, 2004. Ici, en revanche, nous travaillons avec le quartier comme point de départ (même si nous n’analysons qu’un seul secteur) et, au risque de perdre en capacité de description pour chaque organisation, nous analysons l’ensemble comme faisant partie d’une configuration de relations d’échange, de conflit et de coopération.

7. Sur le processus politique récent dans la province de Santiago del Estero, cf. nos travaux : « Partidos partidos: elecciones y política en Santiago del Estero 1999-2001 », in Isidoro Cheresky et Jean-Michel Blanquer (comps.), *De la ilusión reformista al desencanto ciudadano*, Rosario, Homo Sapiens, 2003 ; « La política santiagueña en las postrimerías del juarismo. Elecciones nacionales, provinciales y municipales, septiembre 2002/septiembre 2003 », in Isidoro Cheresky et Inés Pousadela (eds.), *El voto liberado. Elecciones 2003: perspectiva histórica y estudio de casos*, Buenos Aires, Biblos, 2004.

8. L’ordre budgétaire *santiagueño* a même été salué par Domingo Cavallo, ministre de l’Économie du gouvernement de Menem, puis de l’*Alianza* entre l’Unión cívica radical et le Frente por un país solidario en 2001 et dirigeant d’un parti de centre droit. Pendant la crise financière de 2001, il voyait dans Santiago del Estero un exemple de bonne gestion des finances publiques.

9. Cf. Steven Levitsky, *Transforming Labor-Based Parties in Latin America. Argentine Peronism in Comparative Perspective*, op. cit., p. 181.

10. L’organisation en branches faisait partie de la conception traditionnelle organiciste du péronisme, mais elle a toujours été faible au niveau national et sa présence variable dans les provinces. À Santiago del Estero, pendant les années d’hégémonie de Carlos Juárez, le parti était organisé de cette manière.

11. Dans les périodes 1952-1955 ; 1973-1976 ; 1983-1987 ; 1995-1999 ; 1999-2002.

12. La figure du dirigeant intermédiaire s’est avérée très importante dans

notre observation du péronisme à Santiago del Estero, structure centralisée dans le haut et très décentralisée dans le bas : les médiateurs jouent le rôle de *linkage* entre les dirigeants de quartier et les dirigeants provinciaux. La relation entre les « médiateurs » et les comités de quartier est complexe car elle est faite de dépendance mutuelle : le premier construit son pouvoir au sein du parti grâce à la capacité des comités de quartier à « faire voter » les gens qui y participent ; les dirigeants des unités de base ont besoin des « médiateurs » pour accéder aux ressources et pour jouer le jeu de la concurrence partisane. Le « médiateur » peut, par ailleurs, faciliter l'accès à des espaces lointains ou faire « écran » pour barrer la communication. Sa position est ainsi toujours chargée de tensions, surtout dans le péronisme de Santiago del Estero, où la capacité d'établir une relation fluide avec les leaders du parti était, pendant les années Juárez, une ressource politique très importante.

13. À la différence de ce que semble suggérer Steven Levitsky lorsqu'il analyse Santiago del Estero parmi les provinces où il existe des leaderships forts. Cf., par exemple, Steven Levitsky, *Transforming Labor-Based Parties in Latin America. Argentine Peronism in Comparative Perspective*, *op. cit.*, p. 73.

14. Le principal leader radical de l'époque, José Zavalía, était jusqu'à la fin 2001 maire de la capitale provinciale. Les problèmes financiers du municpe et les grèves des employés municipaux demandant le paiement de salaires des mois précédents ont été difficiles à gérer pour lui. La pression du syndicat des employés municipaux et la chute du président Fernando De la Rúa ont précipité l'échec du projet de José Zavalía d'« hériter » du juarismo en constituant ses propres réseaux de distribution de biens et de postes publics, ce qui a mis en crise les finances municipales. Un processus similaire a eu lieu dans la deuxième ville de la province, La Banda, où le maire a aussi dû démissionner en 2002. Ceci renforçait la prétention des péronistes à maintenir leur hégémonie dans la province pendant la crise nationale de 2001-2002.

15. Tout a commencé quand Carlos Díaz a été mêlé à un fait divers dénoncé par les médias nationaux : le meurtre d'une jeune fille dans une « maison de rendez-vous » de La Banda, qui était gérée par un proche du gouverneur. Face aux soupçons d'intervention auprès de la justice afin de protéger ses proches, Carlos Díaz a été obligé par Carlos Juárez et son épouse de démissionner. Cette crise doit être comprise à la lumière des luttes internes au sein du péronisme national, qui a eu des répercussions dans le péronisme de Santiago del Estero. En effet, Carlos Díaz soutenait la candidature de Carlos Menem aux présidentielles de 2003, alors que Carlos Juárez suivait la stratégie d'Eduardo Duhalde consistant à chercher un candidat alternatif en mesure de rivaliser avec l'ancien président. L'indépendance affichée par Carlos Díaz était pour le juarisme l'avant-goût d'une trahison à venir.

16. Ce qu'en Argentine on appelle « intervention fédérale » est la décision du pouvoir exécutif national – qui nécessite la ratification du

Congrès – d’administrer les pouvoirs provinciaux afin de résoudre une anomalie grave dans leur fonctionnement.

17. Tout en profitant de la diversité de « l’offre », dans les élections internes pour nommer le candidat péroniste aux élections provinciales de 2005, il y avait des dirigeants locaux qui « travaillaient » pour une liste et qui en même temps étaient candidats sur une autre liste.

18. Sur les origines et les transformations des fonctions du FOPAR, centré à l’origine sur l’aide au développement et, après la crise argentine de 2001, sur l’aide directe aux cantines populaires, cf. <http://www.redsocial.org/interred/ar/index.html>

19. Le programme *Jefes y Jefas de hogar* distribue des allocations de 150 pesos (l’équivalent d’environ 40 euros) pour les responsables des foyers dont tous les membres sont au chômage. Bien que les caractéristiques des programmes ciblés des années 1990 soient maintenues dans ce cas, la nouveauté réside dans l’ampleur de la portée de ce programme mis en place depuis 2002, qui combine certaines caractéristiques des politiques universelles (il introduit la notion de droit, par exemple), avec les anciens critères de focalisation. Cf. à ce sujet Laura Golbert, *¿Derecho a la inclusión o paz social? Plan Jefas y Jefas de Hogar Desocupados*, Santiago del Chile, CEPAL, Serie políticas sociales, 2004.

20. La fête d’anniversaire des enfants a une place très importante dans la symbolique péroniste et dans la sociabilité politico-sociale des quartiers populaires. Pour une description d’une fête organisée par les unités de base péronistes d’un quartier de la banlieue de Buenos Aires, cf. Javier Auyero, *La política de los pobres*, op. cit.

21. Le groupe *piquetero Barrios de Pie* (Quartiers debout), lié au courant politique *Patria Libre* (Patrie libre), puis *Libres del Sur* (Libres du Sud), fait partie des organisations passées depuis 2003 dans le camp du président Kirchner. Ses principaux dirigeants occupent de postes de moyen niveau au ministère du Développement social et au ministère des Affaires étrangères. Jorge Ceballos, le principal dirigeant au niveau national, est directeur d’Assistance communautaire au ministère du Développement social.

22. Sur le *Santiagoueño*, cf. Marina Farinetti, « Violencia y risa contra la política en el Santiagoueño : Indagación sobre el significado de una rebelión popular », *Apuntes*, n° 6, Buenos Aires, 2000.

23. Le *Programa Empleo Comunitario* (PEC) est un programme du ministère du Travail qui poursuit le *Programa de Emergencia Laboral* (PEL), créé en 2002 en direction des personnes ne réunissant pas les conditions d’accès stipulées par le programme *Jefes y Jefas de hogar*. La réglementation du PEC est floue, ce qui facilite sa distribution. Cf. <http://www.siggen.gov.ar/documentacion/informes>

24. Cf. notamment Javier Auyero, *La Política de los pobres*, op. cit. Ses observations datent des années 1990.

25. Alejandro Grimson et al., *La Vida Organizacional en Zonas Populares de Buenos Aires. Informe Etnográfico*, Center for the Study of Urbanization

and Internal Migration in Developing Countries, Austin University at Texas, 2003, p. 10.

26. Denis Merklen avait observé cette ambiguïté du rôle des dirigeants politiques territoriaux : « Chaque monde semble tellement séparé de l'autre, chacun paraît tellement enfermé dans son monde, que l'on a besoin des médiateurs. C'est l'une des raisons d'être d'un dirigeant de quartier : pour les hommes politiques, ce dernier est un voisin du quartier, pour les voisins, il est un homme politique. Dans une certaine mesure, il n'est vraiment ni l'un ni l'autre, parce que ni les voisins ni les hommes politiques ne le reconnaissent comme un égal. Ainsi, le dirigeant du quartier ne parle bien aucune des deux langues, mais il a la rare capacité de se faire comprendre dans toutes les deux et de dire dans chaque lieu ce qu'on veut entendre », « Vivir en los Márgenes: la lógica del cazador. Notas sobre sociabilidad y cultura en los asentamientos del Gran Buenos Aires hacia fines de los 90 », in Maristella Svampa (éditeur), *Desde Abajo. Las transformaciones de las identidades sociales*, Buenos Aires, UNGS-Biblos, 2000, p 84.

27. Cf. Luc Boltanski, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, XIV, 1973.

28. Aussi bien les programmes financés par l'État national que ceux financés par les organismes multilatéraux de crédit (BID, BM) contribuent à l'intervention et à l'*empowerment* de la société civile.

29. La précarité de l'infrastructure des logements et des services publics, ainsi que la présence insuffisante de l'État dans la prestation de services comme la santé et l'éducation sont renforcées par l'isolement relatif du quartier par rapport au centre ville. La distance spatiale du centre se agit comme distance sociale et engendre un triple effet : elle ancre encore plus les habitants au territoire, les rend plus dépendants des ressources qu'ils peuvent obtenir et place ceux qui ont accès aux ressources du « centre » (de la mairie, des bureaux du gouvernement provincial, des commerces du centre ville, etc.) dans une position privilégiée.

30. On prend cette distinction de Michel Offerlé, « Mobilisations électorales et invention du citoyen : l'exemple du milieu urbain français à la fin du XIXe siècle », in Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

31. Par ailleurs, la façon de parler des interviewés permet aussi de voir que la participation politique est perçue comme transitoire : en espagnol, le verbe « être » peut être traduit par *ser* pour les caractéristiques permanentes et par *estar* pour les caractéristiques transitoires. Les interviewés utilisent toujours le verbe *estar* pour faire référence à leur participation politique : « *estar en política* », disent-ils. La même observation a été faite dans un travail ethnographique sur la participation des classes populaires à un groupe *piquetero* de la banlieue de Buenos Aires : cf. Julieta Quirós, *Cruzando la Sarmiento. Los piqueteros en la trama social del sur del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Editorial Antropofagia/Centro de Antropología social del IDES, 2006.

32. La participation politique en termes de « travail » peut aussi être constatée dans l'existence de certains principes de régulation de la relation entre les *referentes* et les membres des espaces territoriaux ayant une allocation sociale. Ainsi, les *referentes* fixent parfois une période de vacances payées ainsi que l'obligation de la part des bénéficiaires de demander au préalable un congé lorsqu'ils obtiennent un petit boulot les obligeant à suspendre leur participation à l'espace politique. Cette dernière règle permet aux deux parties d'avoir le temps de chercher un remplaçant. Les mêmes observations ont été faites par Julieta Quirós dans le cas d'un groupe *piquetero* de la banlieue de Buenos Aires. Cf. *Cruzando la Sarmiento, op. cit.*

33. Cf. Javier Auyero, *La política de los pobres, op. cit.*

34. Santiago del Estero avait 4 154 bénéficiaires d'allocations sociales en 1999, 34 323 en 2002 et 62 781 en 2003. Cette augmentation est due à la mise en place du programme *Jefes y Jefas de hogar* et il en a été de même dans d'autres provinces du pays (source : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de l'Argentine).

35. D'autres enquêtes sur la gestion des programmes sociaux dans la banlieue de Buenos Aires ont corroboré ce même phénomène : « Le caractère central et le pouvoir du médiateur dans la construction de la catégorie de "bénéficiaire" [...] [L'avis du médiateur] est primordial dans le processus de ciblage puisque la demande pour avoir une allocation d'emploi est plus grande que les allocations assignées. Pour les auteurs, les critères de distribution utilisés par les *manzanas* [dirigeantes territoriales de la province de Buenos Aires chargées de gérer le *Plan Vida*] sont semblables à ceux observés dans notre quartier de Santiago del Estero : « le critère explicité pour la sélection est celui de la "plus grande nécessité", évaluée par le coordinateur au "cas par cas". Les « bénéficiaires » perçoivent cette personne comme un "décideur" opérant suivant un critère impartial de générosité dont l'application lui permet de juger "tout le monde également". Autrement dit, pour les récepteurs, les ressources sont accordées avec des priorités : « "lait à ceux qui ne reçoivent pas le *Plan Vida* », « l'huile et la *yerba* à ceux qui ont davantage d'enfants...je connais tout le monde dans le quartier, et je sais qui en a le plus besoin : c'est celui qui a le plus d'enfants" ». Cf. María Cristina Cravino *et al.*, « Vida cotidiana e implementación de políticas sociales : receptores y mediadores en un barrio del Conurbano Bonaerense », communication au Congrès international de politiques sociales, Université de Bío-Bío, Chili, 2000, p. 12.

36. Le mot « bénéfice » est en ce sens intéressant, puisqu'il est utilisé par les acteurs des politiques territoriales, dirigeants et voisins, pour faire référence au moins à trois choses différentes : un bénéfice peut vouloir dire « faire quelque chose pour quelqu'un » ; faire une collecte « au bénéfice de quelqu'un », c'est-à-dire pour faire face à une nécessité ponctuelle comme l'obtention d'un cercueil pour veiller un parent ; enfin, « obtenir un bénéfice », c'est-à-dire une allocation sociale ou un autre bien d'origine publique. Le « bénéfice » peut ainsi être associé à un bien éventuel

auquel on aspire en fonction de la « bonne volonté des donateurs » ou à un bien plus durable auquel on aspire à condition de remplir certaines conditions.

37. Pour reprendre les analyses de Jean-Louis Briquet sur le clientélisme en Corse, cf. « Les pratiques politiques officieuses. Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, n° 20.

38. Cf. notre article : « Cuando el pasado es superado por el presente : las elecciones presidenciales de 1983 y la construcción de un nuevo tiempo político en Argentina », in Alfredo Pucciarelli (comp.), *Los años de Alfonsín*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.